

AUSTERITE ET CAPITALISME UN COUT ECOLOGIQUE

Le coût écologique du capital se mesure à la fois par les changements climatiques en cours et aussi pour les conséquences sur les travailleur-euses en matière d'emploi et de santé. Il est nécessaire d'inverser la logique capitaliste assise sur la croissance économique pour laquelle la protection de l'environnement et la protection sociale sont considérées comme des coûts. Au niveau national, européen et mondial, il est également important de dénoncer et combattre tous les accords ou traités de libre échange qui visent à donner le pouvoir aux multinationales de s'affranchir de toutes normes sociales et environnementales.

Les catastrophes naturelles, un coût exorbitant.

Selon un rapport de la banque mondiale de 2013, les pertes économiques liées à des catastrophes climatiques étaient de 50 milliards \$ par an dans les années 80. Elles n'ont pas cessé d'augmenter pour atteindre 200 milliards \$ par an sur la dernière décennie.

Entre 1980 et 2012, le coût des catastrophes naturelles s'établit à 3800 milliards \$ (Munich Re, compagnie d'assurance allemande) dont 74% est imputable à des phénomènes exceptionnels.

Les changements climatiques provoqués par l'accumulation de gaz à effets de serre vont conduire à une multiplication de ces situations exceptionnelles (inondation, sécheresse, tempêtes tropicales, ...).

Les conséquences de la surexploitation des ressources

Selon une étude de 2011 du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement), l'extraction de quatre matières premières (minerais pour la construction, minerais industriels, carburants fossiles et biomasse) représente 47 à 59 milliards de tonnes par an.

En poursuivant sur le modèle économique actuel, le volume annuel des extractions triplerait dans le monde à l'horizon 2050.



La multiplication des déchets

Le productivisme fait également des ravages en matière de déchet. La Banque mondiale estime que le monde produira 2,2 milliards de tonnes de déchets en 2025, soit presque le double du volume actuel (1,3 milliard de tonnes en 2012). En l'absence d'amélioration de la réutilisation et du recyclage de ces déchets, le volume des déchets va polluer davantage les sols, les ressources en eau et l'atmosphère avec les conséquences désastreuses pour les populations. Sans remise en cause du modèle productiviste, il y a fort à parier que le déséquilibre écologique mondial s'intensifie dans les années à venir avec ses conséquences sociales.

Santé, en vironnement

Le modèle productiviste fait appel à des matières premières et des modes de production pour lesquels, les conséquences sanitaires sont ignorées, minimisées voire cachées. Pourtant les travailleurs et les populations riveraines dans certains cas, subissent les effets de ces choix économiques.

A l'occasion de la journée mondiale 2013 sur la santé et sécurité au travail, l'OIT (Organisation Internationale du Travail) a produit un rapport sur le développement durable, le travail décent et les emplois verts. Dans ce rapport, l'OIT estime que les accidents du travail et les maladies professionnelles entraînent une perte de 4% du

PIB (Produit Intérieur Brute) mondial chaque année, soit l'équivalent de 2800 milliards \$ en coûts directs et indirects imputables aux maladies et lésions professionnelles. Par ailleurs, la plupart des maladies professionnelles sont difficiles à identifier car elles présentent de longs temps de latence ce qui rend plus difficile la reconnaissance de la responsabilité de l'entreprise. C'est le cas des cancers professionnels notamment ceux liés à l'amiante. L'OIT avance le chiffre de 4,9 millions de morts dans le monde en 2004 (8,3% du total) directement imputables aux produits chimiques (au travail ou ailleurs).

En France, selon le ministère du Travail, 10% des salariés, soit près de 2,2 millions de personnes, ont été exposés à au moins un cancérigène au cours de la dernière semaine travaillée (enquête Sumer 2009-2010).

Ces éléments montrent le lien qui existe entre le modèle productiviste, les effets sur la santé des travailleurs et les conséquences économiques et écologiques.

Traité de libre échange (TAFTA), une arme pour les multinationales

L'union européenne et les Etats Unis négocient actuellement un traité dit "de libre échange". Par ce projet d'accord, les multinationales pourraient contourner voire contester juridiquement tout ce qui entrave leur expansion.

De la viande aux hormones aux OGM en passant par l'exploitation des gaz de schistes et la libéralisation du commerce des produits toxiques, la mise en place de ce traité serait une catastrophe sociale et écologique. Pour

éviter la disparition des normes sociales et écologiques (droits du travail, sécurité sanitaire et alimentaire, usage des produits chimiques toxiques...), les résistances s'organisent et les collectifs se multiplient. Retrouvez-les ainsi que leur actualités sur le site : www.collectifstop-tafta.org

Réorienter le modèle de production, c'est possible

Condition de travail, santé au travail et risques écologiques doivent avancer ensemble. Les exemples ne manquent pas où les uns et les autres ont des effets négatifs s'ils ne sont pas pris en compte (AZF à Toulouse 21 septembre 2001, 31 morts et 2500 blessés par l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium ; fusion des 4 réacteurs à la centrale de Fukushima le 11 mars 2011 ; Rana Plaza au Bangladesh où 1 127 ouvrier-es ont péri ensevelis sous l'effondrement de l'usine textile le 24 avril 2013). Mettre en œuvre une nouvelle organisation de la production et de la consommation basée sur un haut niveau de protection sociale et écologique, sont les défis que les organisations syndicales et toutes les forces sociales doivent relever. Dans une période transitoire, des secteurs d'activités peuvent connaître des bouleversements voire disparaître mais au bout du compte la reconversion écologique de l'économie est créatrice massive d'emplois non délocalisables (rénovation des bâtiments, réparation, recyclage, valorisation des déchets, agriculture de proximité...). Les salarié-es doivent avoir à leur disposition des mesures protectrices pour une reconversion dans les meilleures conditions.

**Rendons coups
pour coûts**

- ▶ Financer la transition écologique en réorientant les bénéfices vers la recherche et l'investissement pour la reconversion du système productif
- ▶ Une refonte totale du système fiscal, plus progressif, plus redistributif et écologique sur le principe "pollueur/payeur."
- ▶ Créer un statut du salarié, applicable à tous et toutes et financé par un fonds patronal mutualisé, pour garantir le maintien du salaire entre deux emplois et pendant les formations de reconversion.
- ▶ Egalité salariale homme/femme.
- ▶ En finir avec les CDD, le temps partiel imposé, les stages non rémunérés, et ainsi lutter contre la précarité.
- ▶ Abroger toutes lois qui sapent les acquis sociaux, facilitent les licenciements, détruisent les services publics

www.solidaires.org/coupspourcouts